

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van 25 mei 1983,

Resluiten :

Artikel 1. In artikel 3, 1^o, van het koninklijk besluit van 27 april 1977, tot regeling van de toekenning van toelagen aan de instellingen voor vervangende voogdij, die vallen onder de wet over minderjarigen die onderworpen zijn aan de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, worden de woor-

den « een vaste toelage van 8 F per dag » vervangen door « een toelage waarvan het bedrag beperkt is tot de werkelijke uitgaven en dat een maximumbedrag van 8 F per dag niet mag overschrijden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Brussel, 15 juli 1983.

Voor de Executieve,
De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS

F. 83 — 1934

29 JUILLET 1983

Arrêté de l'Exécutif fixant la procédure d'octroi et de retrait d'agrément spécial pour les maisons de repos et de soins

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins, telle que modifiée ultérieurement et notamment par l'arrêté royal n° 59 du 22 juillet 1982;

Vu le décret du 30 mars 1983 sur l'organisation des établissements de soins dans la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément des maisons de repos et de soins;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, tel qu'il a été modifié par l'article 18 de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu l'urgence spécialement motivée, justifiée par la nécessité d'informer de la procédure à suivre les différents pouvoirs organisateurs concernés par cette réglementation;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Santé de la Communauté française de Belgique et vu la délibération de l'Exécutif du 8 juillet 1983,

Arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — Règles de base

Article 1^{er}. § 1. L'agrément spécial en qualité de maison de repos et de soins peut être accordé à un établissement qui répond aux normes et qui s'inscrit dans le cadre de la planification établie sur la base de l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins.

§ 2. L'agrément spécial en qualité de maison de repos et de soins est accordé par l'Exécutif de la Communauté française, dénommé ci-après « l'Exécutif », sur l'avis du Conseil communautaire des établissements de soins, ci-après dénommé « le Conseil ».

§ 3. Celui qui introduit pour la première fois une demande d'agrément spécial en qualité de maison de repos et de soins, peut être agréé provisoirement.

CHAPITRE II. — L'agrément spécial provisoire

Art. 2. Pour être recevable, la demande d'agrément spécial provisoire doit être adressée à l'Exécutif, accompagnée des documents suivants :

1. a) une copie de la décision d'agrément en vigueur à la date de l'introduction de la demande, si la demande émane d'un homme de repos pour personnes âgées agréé;

b) une copie de la décision d'agrément à la date de l'introduction de la demande s'il s'agit d'un hôpital ou d'une partie d'hôpital reconverti et agréé;

c) une copie de l'accord de principe accordé antérieurement, s'il s'agit de lits hospitaliers ne pouvant pas être mis en service par suite de l'application de l'article 21bis, § 1^{er}, de la loi sur les hôpitaux;

2. une copie de la décision démontrant que la maison de repos et de soins s'inscrit dans le cadre de la planification visée à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du présent arrêté;

3. les documents apportant la preuve de la réduction équivalente de lits hospitaliers dans des services hospitaliers désaffectés, comme exigé par l'article 5 de la loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins. Cette preuve doit être fournie selon les modalités déterminées aux annexes 1, 2 et 3, du présent arrêté;

4. une note mentionnant : le statut du demandeur, le nom du gestionnaire responsable, le nom de la personne responsable de la gestion journalière et le nom du médecin désigné par le pouvoir organisateur; ce document doit être signé par les intéressés;

5. la liste du personnel infirmier, soignant et paramédical ainsi que leur nom, leur qualification, leur numéro d'immatriculation et leur durée de travail par semaine, démontrant qu'il est satisfait aux normes de personnel imposées;

6. un plan indiquant les voies de communications internes de l'établissement, la destination des locaux, le nombre total de lits dans l'établissement et le nombre de lits faisant l'objet de la demande d'agrément spécial provisoire en qualité de maison de repos et de soins;

7. une note descriptive indiquant de quelle manière il est répondu aux normes concernant l'équipement;

8. une copie de la convention conclue avec l'établissement avec lequel une liaison fonctionnelle doit être assurée conformément aux normes d'agrément en vigueur;

9. un document daté concernant les garanties de l'établissement en matière de sécurité contre l'incendie, conformément aux prescriptions de l'article 4 de l'arrêté royal du 2 décembre 1982 fixant les normes pour l'agrément spéciale de maisons de repos.

Art. 3. § 1. Au cas où il est satisfait aux exigences de recevabilité énumérées à l'article 2, l'agrément spécial provisoire peut être accordé à l'établissement.

§ 2. L'Exécutif fait part de sa décision dans les cinq mois qui suivent la réception de la demande. La décision mentionne la date à laquelle l'agrément spécial provisoire entre en vigueur en cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

La maison de repos et de soins ne peut en aucun cas être mise en exploitation avant la date d'entrée en vigueur de l'agrément spécial provisoire ou, à défaut d'une décision rendue dans les délais prévus avant que cinq mois se soient écoulés depuis la réception de la demande.

§ 3. L'agrément spécial provisoire est valable pour un terme de six mois renouvelables.

CHAPITRE III. — L'agrément spécial

Art. 4. § 1. Au cours de la période d'agrément spécial provisoire, l'Exécutif procède à une enquête afin de déterminer si la maison de repos et de soins fonctionne dans le respect des normes.

§ 2. L'Exécutif peut demander des documents ou des renseignements complémentaires au requérant, charger les fonctionnaires responsables de la surveillance des hôpitaux de mener une enquête supplémentaire ou accorder un délai afin de permettre au demandeur de satisfaire aux exigences et aux normes fixées.

§ 3. Les résultats de l'enquête sont communiqués au demandeur et transmis au secrétariat du Conseil.

Le demandeur dispose de quinze jours à partir de la réception des résultats pour transmettre ses remarques écrites au secrétariat du Conseil.

Le demandeur transmet copie de ses remarques à l'Exécutif, à l'attention du Service des Hôpitaux du Ministère de la Communauté française.

§ 4. Le Conseil examine la demande. L'avis du Conseil est notifié par son secrétariat aux parties concernées.

§ 5. Le demandeur peut solliciter, par un mémoire justificatif adressé à l'Exécutif et au secrétariat du Conseil, un nouvel examen de son dossier.

Le demandeur dispose à cet effet d'un délai de quinze jours à partir de la date de la réception de l'avis.

Cette demande de nouvel examen revêt un caractère de recours suspensif jusqu'à décision finale de l'Exécutif.

§ 6. Le secrétariat communique aux parties concernées, au moins huit jours à l'avance, la date à laquelle le Conseil procédera à ce nouvel examen. Le demandeur est entendu en séance. Le Conseil doit émettre un avis définitif.

Art. 5. L'Exécutif statue sur la demande d'agrément spécial. L'agrément spécial mentionne le nombre de lits en maisons de repos et de soins. L'agrément spécial est accordé pour un délai de six ans au plus et peut être prorogé.

En cas de refus d'agrément, la décision est motivée.

Art. 6. Toute modification concernant les données énoncées à l'article 2 du présent arrêté, se produisant au cours de la période d'agrément, sera immédiatement communiquée à l'Administration des Soins de Santé du Ministère de la Communauté française.

CHAPITRE IV. — La prorogation de l'agrément spécial

Art. 7. Le demandeur introduit la demande de prorogation de l'agrément spécial auprès de l'Administration des Soins de Santé du Ministère de la Communauté française et ce, au plus tard six mois avant l'expiration de l'agrément spécial en cours.

La demande sera accompagnée des documents mentionnés à l'article 2, 4 à 9.

Si les conditions énumérées à l'alinéa précédent du présent article sont remplies, l'agrément spécial est provisoirement prorogé de plein droit jusqu'à la décision de l'Exécutif.

La procédure de prorogation de l'agrément est la même que celle prévue aux articles 4 et 5, alinéa 2, du présent arrêté.

CHAPITRE V. — Retrait de l'agrément spécial

Art. 8. § 1. Si une maison de repos et de soins ne répond plus aux normes imposées, l'Exécutif peut en tout temps retirer l'agrément spécial.

Il notifie sa décision motivée au gestionnaire, lequel dispose de quinze jours à partir de la date de réception de la notification pour introduire un mémoire justificatif auprès de l'Exécutif.

§ 2. L'Exécutif envoie le dossier au Conseil qui examine la décision de retrait d'agrément spécial.

La suite de la procédure est la même que celle prévue à l'article 4, §§ 4, 5 et 6.

§ 3. La décision portant retrait de l'agrément spécial est motivée et notifiée par l'Exécutif au gestionnaire; copie de cette décision est transmise à l'attention de l'administration compétente en matière de maisons de repos du Ministère de la Communauté française.

Art. 9. La décision portant retrait de l'agrément spécial en qualité de maison de repos et de soins entre en vigueur à dater du onzième jour de sa notification.

À dater de ce jour, il n'est plus permis d'admettre de nouvelles personnes nécessitant des soins; le gestionnaire informera immédiatement de cette décision les bénéficiaires d'allocations pour soins et assistance dans les actes de la vie journalière.

Art. 10. Une maison de repos et de soins ayant fait l'objet d'une décision de retrait de l'agrément spécial est considérée comme ne s'inscrivant plus dans le cadre de la planification si elle ne répond pas à nouveau aux normes prévues à l'article 1er, § 1er, dans les deux ans suivant la date du retrait de l'agrément spécial ou, le cas échéant, de l'arrêt du Conseil d'Etat prononcé sur la base de l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973.

Art. 11. Le pouvoir organisateur d'une maison de repos et de soins qui décide de renoncer volontairement à l'agrément spécial de tout ou d'une partie des lits agréés, est tenu d'en avvertir l'Exécutif trois mois à l'avance, en mentionnant la date à laquelle cette décision entre en vigueur.

Cette renonciation volontaire entraîne l'exclusion immédiate desdits lits du cadre de la planification.

Art. 12. Le retrait de l'agrément spécial et sa date d'entrée en vigueur sont publiés au *Moniteur belge*.

Art. 13. § 1. L'Exécutif peut, par décision motivée, ordonner la fermeture immédiate d'une maison de repos et de soins pour des motifs de protection de la santé publique.

Il en informe le gestionnaire qui doit procéder à l'évacuation immédiate des personnes admises dans l'établissement.

Le Conseil en est également informé.

Le secrétariat du Conseil informe sans délai le gestionnaire de la date à laquelle l'affaire sera examinée et l'invite à faire valoir ses observations et à comparaître devant le Conseil.

§ 2. Le Conseil, quelle que soit la suite donnée à l'invitation à comparaître, délibère et transmet sans délai son avis à l'Exécutif qui prend une décision définitive.

CHAPITRE VI. — Dispositions générales et transitoires

Art. 14. La demande d'agrément spécial et les actes de la procédure s'effectuent par lettre recommandée.

Les articles 84 et 88 de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat sont applicables en ce qui concerne les délais fixés dans le présent arrêté.

Art. 15. Les établissements introduisant une demande d'agrément spécial en qualité de maison de repos et de soins ne doivent pas, à titre de mesure transitoire, présenter le document visé à l'article 2, 2, et ce, jusqu'à une date à fixer par l'Exécutif.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Le Ministre de la Santé de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juillet 1983.

Pour l'Exécutif de la Communauté française de Belgique :

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement
de la Communauté française,

R. URBAIN

Annexe 1

Modèle de formulaire pour l'application du deuxième alinéa de l'article 5, § 4, de la loi du 27 juin 1978
modifiant la loi sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de soins

I. Pouvoir organisateur.

A transmettre au Ministère de la Communauté française

Nom :

Service des Hôpitaux

Adresse :

Cité administrative de l'Etat

Responsable(s) :

Quartier Vésale

Numéro de téléphone :

rue Montagne de l'Oratoire 20,

1010 Bruxelles.

II. Objet de la demande.

1. Nombre de lits de soins pour lequel un agrément spécial est demandé :

2. Les lits de soins sont installés dans : (1)

- un service hospitalier désaffecté
- un service hospitalier qui n'a pas été mis en service
- une maison de repos agréée

3. Date de la mise en service des lits de soins :

III. Réduction de lits d'hôpitaux.

Le nombre de lits réduits comporte : (2)

1. Dans un/des service(s) hospitalier(s) désaffecté(s) :

Dans ce cas, la déclaration figurant à l'annexe 2 du présent arrêté est jointe, dûment remplie, au présent formulaire.

2. Dans un/des service(s) qui n'a/ont pas été mis en service :

Dans ce cas, la déclaration figurant à l'annexe 3 du présent arrêté est jointe, dûment remplie, au présent formulaire.

Date :

Signature + qualité

(1) Veuillez mettre une x à l'endroit qui convient.

(2) Ne remplir que la rubrique qui convient.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 29 juillet 1983.

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

Annexe 2

Modèle de déclaration de l'hôpital où une réduction de lits est opérée par désaffectation

I. Pouvoir organisateur. A transmettre au Ministère de la Communauté française
 Nom : Service des Hôpitaux
 Adresse : Cité administrative de l'Etat
 Responsable(s) : Quartier Vésale
 Numéro de téléphone : rue Montagne de l'Oratoire 20,
1010 Bruxelles.

II. Preuve de la réduction de lits.

Genre de service (index)	A Nombre des lits existants et agréés avant la désaffectation	B Nombre des lits désaffectés	C Futur nombre de lits désaffectés	D Nombre de lits de soins dans l'hôpital où la désaffectation a eu lieu	E Nombre de lits de soins en maison(s) de repos agréée(s)
Service A B C etc.					
Total :					

— Date de désaffectation des lits d'hôpitaux :

— Date de désaffectation des lits d'hôpitaux :

a) dans l'ancien service hospitalier :

b) dans la ou les maison(s) de repos ou mis à la disposition de l'Exécutif de la Communauté française (1).

III. Identité de la ou des maison(s) de repos où des lits de soins sont demandés (1).

Nom :

Adresse :

Responsable(s) :

Numéro de téléphone :

Date :

Signature + qualité

(1) Remplir un exemplaire de cette annexe par maison de repos, et un exemplaire pour les lits mis à la disposition de l'Exécutif. Les responsables de chaque maison de repos doivent contresigner un exemplaire de cette déclaration, avec mention de leur nom et qualité.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 29 juillet 1983.

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

Annexe 3

Modèle de déclaration de l'hôpital où une réduction des lits est opérée par suite de la non-mise en service de nouveaux lits

I. Pouvoir organisateur.

Nom :

Adresse :

Responsable(s) :

Numéro de téléphone :

A transmettre au Ministère de la Communauté française

Service des Hôpitaux

Cité administrative de l'Etat

Quartier Vésale

rue Montagne de l'Oratoire 20,

1010 Bruxelles.

II. Preuve de la réduction de lits.

Genre de service (index)	A Nombre de lits existants et agréés avant la mise en service des services nouvellement construits	B Nombre de lits dans les services nouvellement construits	C Futur nombre de lits dans l'hôpital	D Nombre de lits convertis en lits de soins dans les services nouvellement construits
Service A B C etc.				
Total :				

Date :

Signature + qualité

Vu pour être annexé à notre arrêté du 29 juillet 1983.

Le Ministre de la Santé et de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

VERTALING

N. 83 — 1934

29 JULI 1983

Besluit van de Executieve tot vaststelling van de verlenings- en de terugvorderingsprocedure van de bijzondere vergunning voor de rust- en verzorgingsinstellingen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de hospitalen en in verband met sommige andere vormen van verzorging, zoals zij later werd gewijzigd en inzonderheid door het koninklijk besluit nr. 59 van 22 juli 1982;

Gelet op het decreet van 30 maart 1983 betreffende de organisatie van de verzorgingsinstellingen in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 december 1982 tot vaststelling van de voorschriften voor de erkenning van de rust- en verzorgingsinstellingen;

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 tot roeging van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid het artikel 3, § 1, zoals het werd gewijzigd door het artikel 18 van de gewone wet van 9 augustus 1980 van de hervorming van de instellingen;

Gelet op de bijzondere gegronde dringende noodzakelijkheid, gerechtvaardigd door de noodwendigheid de verscheidene organisatorische machten, die door deze reglementering geïnteresseerd zijn, over de te volgen procedure in te lichten;

Op de voordracht van Onze Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap van België, en gelet op de beraadslaging van de Executieve van 8 juli 1983,

Besluiten :

HOOFDSTUK I. — Basisregels

Artikel 1. § 1. De bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling mag worden toegestaan aan een inrichting die beantwoordt aan de voorschriften en die gerangschikt wordt in het kader van de planindeling vastgesteld op basis van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de hospitalen en in verband met sommige andere vormen van verlening van verzorging.

§ 2. De bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling wordt toegestaan door de Executieve van de Franse Gemeenschap, hierna « de Executieve » genaamd, na het advies van de Gemeenschapsraad van de verzorgingsinstellingen, hierna « de Raad » genaamd.

§ 3. Deze die de eerste maal een verzoek van bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling indient, mag voorlopig erkend worden.

HOOFDSTUK II. — De voorlopige bijzondere vergunning

Art. 2. Om ontvankelijk te zijn, moet het verzoek van voorlopige bijzondere vergunning worden gericht tot de Executieve, vergezeld van de volgende bewijsstukken :

1. a) een afschrift van de beslissing van vergunning, geldig op de datum van het indienen van de aanvraag, indien de aanvraag uitgaat van een erkend rusthuis voor bejaarden;
- b) een afschrift van de beslissing van vergunning op de datum van het indienen van de aanvraag als het een hospitaal of een gedeelte van een erkend en omgeschakeld hospitaal betreft;
- c) een afschrift van de beginovereenkomst eerder toegestaan, als het hospitaalbedden betreft die niet in gebruik mogen worden gesteld als gevolg van de toepassing van het artikel 21bis, § 1, van de wet op de hospitalen;

2. een afschrift van de beslissing die aantoonst dat de rust- en verzorgingsinstelling wordt gerangschikt in het kader van de planindeling bedoeld bij artikel 1, § 1, van dit besluit;

3. de bescheiden die het bewijs leveren van de gelijkwaardige herleiding van de hospitaalbedden in de buiten dienst gestelde hospitalen, zoals vereist door het artikel 5 van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de hospitalen en in verband met sommige andere vormen van verlening van verzorging. Dit bewijs moet worden geleverd volgens de modaliteiten vastgesteld in bijlagen 1, 2 en 3, van dit besluit;

4. een nota met de vermelding van : het statuut van de verzoeker, de naam van de verantwoordelijke beheerder, de naam van de verantwoordelijke persoon van het dagelijks beheer en de naam van de geneesheer, aangewezen door de organisatorische macht; dit bescheid moet door de belanghebbenden worden ondertekend;

5. de lijst van het verplegend, verzorgend en paramedisch personeel, evenals hun naam, hun hoedanigheid, hun stamnummer en hun wekelijkse werkduur, hierdoor aantoonend dat er aan de opgelegde personeelsvoorschriften werd voldaan;

6. een plan dat de inwendige verkeerswegen van de instelling weergeeft, de bestemming van de lokalen, het totaal aantal bedden van de instelling en het aantal bedden die het voorwerp uitmaken van de aanvraag van de voorlopige bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling;

7. een beschrijvende nota die aanwijst op welke manier er werd beantwoord aan de voorschriften nopens de uitrusting;

8. een afschrift van de afgesloten overeenkomst met de instelling waarmee een functionele verbinding moet worden waargenomen overeenkomstig de voorschriften van vergunning in zwang;

9. een gedateerd bescheid betreffend de waarborgen van de instelling inzake de brandveiligheid, overeenkomstig de voorschriften van artikel 4 van het koninklijk besluit van 2 december 1982 tot vaststelling van de normen voor de bijzondere vergunning van de rusthuizen.

Art. 3. § 1. In geval er werd voldaan aan de bij artikel 2 opgesomde vereisten van ontvankelijkheid, mag de voorlopige bijzondere vergunning aan de instelling worden toegestaan.

§ 2. De Executieve deelt binnen de vijf maand die volgt op de ontvangst van de aanvraag haar beslissing mede. De beslissing vermeldt de datum waarop de voorlopige bijzondere vergunning in werking treedt; in geval de vergunning wordt geweigerd, wordt de beslissing met redenen omkleed.

De rust- en verzorgingsinstelling mag in geen geval winstgevend gebruikt worden vóór de datum van toepassing van de voorlopige bijzondere vergunning of, bij gebrek van een getroffen beslissing, binnen de voorziene termijn, vooraleer vijf maand zijn verlopen sedert de ontvangst van de aanvraag.

§ 3. De voorlopige bijzondere vergunning is geldig voor een periode van zes maand hernieuwbaar.

HOOFDSTUK III. — De bijzondere vergunning

Art. 4. § 1. Tijdens de periode van voorlopige bijzondere vergunning, gaat de Executieve over tot een onderzoek om te bepalen of de rust- en verzorgingsinstelling de voorschriften eerbiedigt.

§ 2. De Executieve mag van de aanvrager bijkomende bewijsstukken of inlichtingen eisen, de ambtenaren verantwoordelijk met het toezicht van de hospitalen gelasten een bijkomend onderzoek te voeren, of een termijn toestaan om de aanvrager toe te laten te voldoen aan de vereisten en aan de vastgestelde voorschriften.

§ 3. De uitslagen van het onderzoek worden aan de aanvrager medegedeeld en aan het secretariaat van de Raad overgemaakt.

De aanvrager beschikt over een tijdspanne van vijftien dagen vanaf de ontvangst van de uitslagen om zijn geschreven bemerkingen aan het secretariaat van de Raad over te maken.

De aanvrager maakt een afschrift van zijn bemerkingen over aan de Executieve, ter attentie van de Dienst van de Hospitalen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 4. De Raad onderzoekt de aanvraag. Het advies van de Raad wordt door zijn secretariaat aan de betrokken partijen officieel bekendgemaakt.

§ 5. De aanvrager mag, bij een verdedigingsschrift, gericht aan de Executieve en aan het secretariaat van de Raad, om een nieuw onderzoek van zijn dossier verzoeken.

Te dien einde beschikt de aanvrager over een termijn van vijftien dagen vanaf de datum van ontvangst van het advies.

Deze aanvraag van nieuw onderzoek heeft als gevolg een uitspraak van de beslissing totdat de Executieve zich definitief uitspreekt.

§ 6. Het secretariaat meldt, minstens acht dagen op voorhand, aan de betrokken partijen de datum waarop de Raad tot dit nieuw onderzoek zal overgaan. De aanvrager wordt tijdens de zitting verhoord. De Raad moet een definitief advies uitbrengen.

Art. 5. De Executieve spreekt zich uit over de aanvraag van bijzondere vergunning.

De bijzonder vergunning vermeldt het aantal bedden in de rust- en verzorgingsinstellingen. De bijzondere vergunning wordt voor een maximale termijn van zes jaar toegestaan en mag worden verlengd.

Ingeval de vergunning wordt geweigerd, wordt de beslissing met redenen omkleed.

Art. 6. Elke wijziging betreffende de aangehaalde gegevens bij artikel 2 van dit besluit, die plaats heeft tijdens de periode van vergunning zal onmiddellijk aan het Bestuur van de Gezondheidszorg van het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden medegedeeld.

HOOFDSTUK IV. — De verlenging van de bijzondere vergunning

Art. 7. De verzoeker dient een verlengingsaanvraag van de bijzondere vergunning in bij het Bestuur van de Gezondheidszorg van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en dit, ten laatste zes maand vóór de vervaltijd van de in uitvoering zijnde bijzondere vergunning.

De aanvraag zal worden vergezeld van de bewijsstukken aangehaald bij artikel 2, 4 tot 9.

Indien de voorwaarden, opgesomd bij de vorige alinea van dit artikel zijn vervuld, dan wordt de bijzondere vergunning van rechtswege voorlopig verlengd totdat de Executieve zich definitief uitspreekt.

De verlengingsprocedure van de vergunning is dezelfde als deze voorzien bij de artikelen 4 en 5, alinea 2, van dit besluit.

HOOFDSTUK V. — Terugvordering van de bijzondere vergunning

Art. 8. § 1. Indien een rust- en verzorgingsinstelling niet meer beantwoordt aan de opgelegde voorschriften, mag de Executieve ten allen tijde de bijzondere vergunning terugvorderen.

Zij betekent haar met redenen omklede beslissing aan de beheerder, die over vijftien dagen beschikt vanaf de ontvangstdatum van de betekening om een verdedigingsschrift in te dienen bij de Executieve.

§ 2. De Executieve stuurt het dossier naar de Raad die de beslissing van terugvordering van de bijzondere vergunning onderzoekt.

Het vervolg van de procedure is dezelfde als deze voorzien bij artikel 4, §§ 4, 5 en 6.

§ 3. De beslissing, houdende terugvordering van de bijzondere vergunning, wordt met redenen omkleed en door de Executieve aan de beheerder betekend; afschrift van deze beslissing wordt overgemaakt ter attentie van het bestuur bevoegd inzake rusthuizen van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 9. De beslissing houdende terugvordering van de bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling treedt in werking van de elfde dag af van haar betekening.

Van deze dag af is het niet meer toegelaten nieuwe personen op te nemen die verzorging noodzakelijk maken; de beheerder zal onmiddellijk de steuntrekkers voor verzorging en bijstand in de akten van het dagelijks leven op de hoogte brengen van deze beslissing.

Art. 10. Een rust- en verzorgingsinstelling die het voorwerp heeft uitgemaakt van een beslissing van terugvordering van de bijzondere vergunning wordt beschouwd als niet meer te zijn ingeschreven in het kader van de planindeling indien zij niet terug beantwoordt aan de voorschriften, voorzien bij artikel 1, § 1, binnen de twee jaar die volgt op de terugvorderingsdatum van de bijzondere vergunning of, eventueel, van het besluit van de Raad van State uitgesproken op basis van artikel 14 van de wetten betreffende de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973.

Art. 11. De organisatorische macht van een rust- en verzorgingsinstelling die beslist vrijwillig afstand te doen van de bijzondere vergunning van al of van een gedeelte van de erkende bedden, dient er de Executieve drie maand op voorhand van op de hoogte te stellen, met de vermelding van de datum waarop deze beslissing in werking treedt.

Deze vrijwillige verzaking brengt met zich de onmiddellijke uitsluiting van de voormelde bedden van het kader van de planindeling.

Art. 12. De terugvordering van de bijzondere vergunning en haar datum van in werkingstelling worden in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 13. § 1. De Executieve mag, bij een met redenen omklede beslissing, de onmiddellijke sluiting bevelen van een rust- en verzorgingsinstelling wegens beschermingsredenen van volksgezondheid.

Zij stelt er de beheerder van op de hoogte die tot de onmiddellijke ontruiming van de in de instelling opgenomen personen moet overgaan.

De Raad wordt er eveneens van op de hoogte gesteld.

Het secretariaat van de Raad verwittigt onverwijld de beheerder van de datum waarop de zaak zal onderzocht worden en verzoekt hem zijn opmerkingen te doen gelden en voor de Raad te verschijnen.

§ 2. De Raad, welke ook het gevolg mag wezen die werd gegeven aan de uitnodiging om te verschijnen, beraadslaagt en maakt onverwijld zijn advies over aan de Executieve die een definitieve beslissing treft.

HOOFDSTUK VI. — Algemene en overgangsbepalingen

Art. 14. De aanvraag van bijzondere vergunning en de akten van de procedure geschieden bij aangetekend schrijven.

De artikelen 84 en 88 van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot vaststelling van de procedure voor de bestuurssectie van de Raad van State zijn toepasselijk voor wat betreft de vastgestelde termijnen in dit besluit.

Art. 15. De instellingen die een aanvraag indienen van bijzondere vergunning als rust- en verzorgingsinstelling hoeven niet, bij wijze van overgangsmaatregel, het bescheid bedoeld bij artikel 2, 2, voor te leggen en dit, tot een door de Executieve nader vast te stellen datum.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 17. De Minister van Gezondheid van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juli 1983.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap van België:
De Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN

Bijlage 1

Voorbeeld van formulier voor de toepassing van de tweede alinea van artikel 5, § 4, van de wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wet op de hospitalen en in verband met sommige andere vormen van verzorging.

I. Organisatorische macht.

Over te maken aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap

Naam :

Dienst der Hospitalen

Adres :

Rijksadministratief Centrum

Verantwoordelijke(n) :

Vesalius Wijk

Telefoonnummer :

Oratoriënberg 20

1010 Brussel.

II. Voorwerp van de aanvraag.

1. Aantal verzorgingsbedden voor dewelke een bijzondere vergunning is aangevraagd :

2. De verzorgingsbedden bevinden zich : (1)

— een hospitaal dat niet in dienst werd gesteld — een buiten dienst gesteld hospitaal — een erkend rusthuis

3. Datum van de in dienststelling van de verzorgingsbedden :

III. Herleiding van de hospitaalbedden.

Het aantal herleide bedden bedraagt : (2)

1. In een/de buiten dienst gestelde hospita(a)l(en) :

In dit geval wordt de verklaring voorgesteld bij bijlage 2 van dit besluit, behoorlijk ingevuld, aan dit formulier toegevoegd.

2. In een/de hospita(a)l(en) die niet in dienst werd(en) gesteld :

In dit geval wordt de verklaring voorgesteld bij bijlage 3 van dit besluit, behoorlijk ingevuld, aan dit formulier toegevoegd.

Datum :

Handtekening + hoedanigheid

(1) Gelieve een x te plaatsen bij het passende vakje.

(2) Slechts de passende rubriek in te vullen.

Gezien om te worden bijgevoegd bij ons besluit van 29 juli 1983.

De Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap,
R. URBAIN

Bijlage 2

Voorbeeld van verklaring van het hospitaal waar een herleiding van de bedden werd uitgevoerd door buiten dienststelling

I. Organisatorische macht.

Over te maken aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap

Naam :

Dienst der Hospitalen

Adres :

Rijksadministratief Centrum

Verantwoordelijke(n) :

Vesalius Wijk

Telefoonnummer :

Oratoriënberg 20

1010 Brussel.

II. Bewijs van de herleiding der bedden.

Soort dienst (index)	A Aantal bestaande en erkende bedden vóór de buiten dienststelling	B Aantal buiten dienst gestelde bedden	C Toekomstig aantal hospitaalbedden	D Aantal verzorgingsbedden in het hospitaal waar de buiten dienststelling heeft plaatsgegrepen	E Aantal verzorgingsbedden in erkende rusthuizen
- Dienst A B C enz.					
Totaal :					

— Datum van buiten dienststelling van de hospitaalbedden :

— Datum van in dienststelling van de verzorgingsbedden :

a) in het oud hospitaal;

b) in de rusthuizen of ter beschikking gesteld van de Executieve van de Franse Gemeenschap (1).

III. Identiteit van de rusthuizen waar verzorgingsbedden zijn gevraagd (1).

Naam :

Adres :

Verantwoordelijke(n) :

Telefoonnummer :

Datum :

Handtekening + hoedanigheid

(1) Een exemplaar invullen van deze bijlage per rusthuis, en een exemplaar voor de bedden ter beschikking gesteld van de Executieve. De verantwoordelijke(n) van elk rusthuis moeten een exemplaar van deze verklaring medeondertekenen, met de vermelding van hun naam en hoedanigheid.

Gezien om te worden bijgevoegd bij ons besluit van 29 juli 1983.

De Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN

Bijlage 3

Voorbeeld van verklaring van het hospitaal waar een herleiding van de bedden werd uitgevoerd als gevolg van de niet-indienststelling van nieuwe bedden

I. Organisatorische macht.

Over te maken aan het Ministerie van de Franse Gemeenschap

Dienst der Hospitalen

Naam :

Rijksadministratief Centrum

Adres :

Vesalius Wijk

Verantwoordelijke(n) :

Oratoriënberg 20

Telefoonnummer :

1010 Brussel.

II. Bewijs van de herleiding der bedden.

Soort dienst (index)	A Aantal bestaande en erkende bedden vóór de indienststelling van de nieuw gebouwde diensten	B Aantal bedden in de nieuw gebouwde diensten	C Toekomstig aantal bedden in het hospitaal	D Aantal bedden omgeschakeld in verzorgingsbedden in de nieuw gebouwde diensten
Dienst A B C enz.				
Totaal :				

Datum :

Handtekening + hoedanigheid

Gezien om te worden bijgevoegd bij ons besluit van 29 juli 1983.

De Minister van Gezondheid en Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN